

Jean-François Daguzan*

Directeur adjoint à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

L'hiver après le printemps ? La transformation arabe entre radicalisme et modernité¹

(30 juillet 2012)

Le 14 janvier 2011, Ben Ali tombait. Le 11 février, le « raïs² » Hosni Moubarak était chassé du pouvoir. Le 20 octobre de la même année, Kadhafi mourait douloureusement à l'issue d'une guerre civile soutenue par une coalition internationale sous mandat des Nations Unies. Le 1^{er} juillet, le Maroc changeait de constitution et le 25 novembre, les islamistes du Parti de la justice et du développement accédaient au pouvoir. Ailleurs, d'autres peuples demandaient et demandent encore le départ de leurs gouvernants et l'exercice de leurs droits. 2011 fut une année folle pour le monde arabe. Que s'est-il donc passé ?

La fin du modèle de stabilité autoritaire

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays arabes commencent leur émancipation – pour certains, comme l'Algérie, dans la douleur des guerres coloniales. Deux types de régime émergent : celui des monarchies que l'on trouve au Proche-Orient et dans le Golfe (ainsi qu'en Libye et au Maroc) et celui des régimes dits progressistes issus du baasisme et du nassérisme. Les uns balayant parfois les autres. Pendant cette première période, les Occidentaux, et au premier chef les États-Unis, recherchent la stabilité pour

s'opposer à une Union soviétique perçue comme menaçante et en expansion (pacte de Bagdad³). Les monarchies semblent assurer ladite stabilité, mais ce socle est fragile. Les révolutions égyptienne, syrienne et irakienne et plus tard libyenne, déposent les monarques trop faibles et s'affichent comme les hérauts d'un nouveau modèle.

Dans cette phase première de développement, l'armée qui représente souvent la seule administration structurée assume la gestion de l'État le temps qu'émergent une administration structurée et une élite politique civile solide. Cette phase « théorique » de transition est souvent conduite par un collectif d'officiers duquel émerge un leader charismatique (Nasser, Boumediene, Khadafi, etc.). De forts espoirs sont fondés sur ces dirigeants issus de la caste militaire et souvent très jeunes. Ils sont assimilés à un vent de développement et de liberté qui les oppose aux forces « conservatrices » (en gros l'Occident) et donc aux chefs d'État qui leur sont proches, assimilés à des marionnettes. Mais il faudra vite déchanter. Les jeunes leaders choisissent des modèles de gouvernements autoritaires – aux techniques souvent inspirées du modèle soviétique. L'opposition est éliminée ou muselée, les vecteurs d'opinion également alors que le modèle de parti unique se généralise. Les services de renseignement et de sécurité deviennent le cœur de la survie du régime. Par ailleurs, la confrontation avec Israël favorise la permanence d'états de guerre ou d'états d'urgence qui permettent le maintien de lois d'exception sur des dizaines d'années (l'état d'urgence n'a été levé en Égypte qu'en janvier 2012 sous la pression des manifestants de la place Tahrir !).

Le modèle d'oligarchie autocratique évolue alors vers un modèle dictatorial classique. La plupart des pays arabes ne sortiront pas de la phase « transitionnelle » et s'installeront dans la dictature personnelle.

Au départ, l'opposition entre ces nouveaux régimes et l'Occident est forte voire conflictuelle, mais progressivement les relations s'améliorent entre les diverses parties, et l'Occident, au premier chef les États-Unis, voit dans ces régimes une nouvelle forme de stabilité et de sécurité au moment où émerge ce qui est perçu à partir de 1979 comme la vraie nouvelle menace : l'islamisme radical. Saddam lui-même, avant de chuter du fait de ses propres erreurs sera vu comme le rempart contre le prosélytisme iranien. Il faudra cependant attendre 2003 pour voir Kadhafi rentrer dans le rang, mais en vendant lui aussi son statut de rempart contre le djihadisme et les migrations. Hubert Védrine appellera ce modèle de longue durée dans le monde arabe, assurant le contrôle des populations et le *containment* des

islamistes, le modèle de stabilité autoritaire. C'est après le 11 septembre 2001 que les États-Unis commenceront à remettre en cause ce modèle – car les néoconservateurs au pouvoir jugeront que, loin d'assurer la stabilité et la sécurité, le soutien des États-Unis aux régimes autoritaires favorisait l'islamisme radical au lieu de l'éliminer. Cette perception fut une des causes de la guerre d'Irak, quand l'administration Bush tenta de promouvoir, avec le concept de *New Middle-East*, une démocratisation du Moyen-Orient élargi par la contrainte. Cette approche ayant échoué, demeurait néanmoins dans l'inconscient des opinions publiques arabes le fait que le temps des autoritarismes avait vécu⁴. Il manquait juste l'étincelle...

Ainsi, – monarchies ou autocraties – la plupart de ces régimes autoritaires existent sous une forme ou sous une autre depuis les indépendances (en gros soixante ans pour les plus anciens). À l'intérieur de ces pays, le pouvoir fut conforté par l'appui international dont il bénéficiait (souvent et au premier chef celui des États-Unis) et par le pacte social qui assurait la croissance de l'économie, l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne. La guerre civile algérienne a renforcé ce *statu quo*, de même que les attentats du 11 septembre 2001, après lesquels les États-Unis ont donné un *blanc-seing* implicite aux pouvoirs arabes pour renforcer leurs systèmes répressifs sans être trop regardants sur qui en était la victime. Pendant cette période, la parodie démocratique des élections à 90 % de voix et plus pour le leader ou son parti permettait de passer sous silence l'immobilisme politique et l'absence de libertés publiques.

Les événements qui ont conduit à la chute des présidents Ben Ali et Moubarak marquent ainsi la fin d'un modèle de gouvernance dans le monde arabe – celui de la stabilité autoritaire.

les « néo-cons » arabes sont arrivés : la révolution conservatrice

L'arrivée des mouvements islamistes au pouvoir en Tunisie, en Égypte et au Maroc a surpris voire choqué les opinions publiques occidentales. Le citoyen européen a beaucoup de mal à comprendre que sitôt libéré des chaînes de la dictature ou de l'autoritarisme, le peuple se précipite dans d'autres fers qui seraient ceux d'un islam politique, antichambre du salafisme et du djihadisme. Ce qui a été admis pour la Turquie ne semblait pouvoir être acceptable plus au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Pourtant, les observateurs attentifs du monde arabe savaient que depuis des dizaines d'années, tout processus électoral loyal conduirait à la victoire des islamistes, comme l'avait démontré la victoire du Hamas en Palesti-

ne (dont le rejet fut un des pires messages politiques envoyé par l'Occident).

La victoire de l'islam politique tient à plusieurs causes profondes.

Ce mouvement, aussi ancien que le nationalisme arabe, avait été marginalisé aux indépendances par le modèle national progressiste incarné par le baasisme et le nassérisme⁵.

La montée de l'islamisme a été favorisée par les régimes autoritaires qui ont fait de la mosquée le seul espace d'expression politique. En 1998, nous envisagions la montée de l'islam politique au Maghreb dans les années à venir à partir de ces trois critères :

- d'abord, pour la tendance qu'ont les États d'instrumentaliser l'islam à leur profit : « je donne l'exemple d'un bon musulman pour mieux lutter contre les radicaux » ;
- ensuite, parce que ce phénomène participe du renouveau de l'État dans sa reconquête du sens : « j'oppose la morale islamique à la corruption des mœurs » ;
- enfin, parce qu'une des voies de la sortie de crise peut passer par la synthèse de facteurs jugés antagoniques, par les « éradicateurs » et les radicaux : « on peut être la fois, moderne, démocrate et musulman », suivant en cela l'idée qu'« un homme à la fois bon musulman et bon démocrate n'est pas une aberration⁶ ».

L'islam politique est aussi une conséquence de la mondialisation. Face à un avenir incertain et à la crise économique le repli vers des valeurs traditionnelles considérées comme sûres et connues et donc rassurantes s'impose aux populations. Il est intéressant de noter le paradoxe apparent de mouvements islamistes libéraux économiques par essence, mais affichant un conservatisme sévère de mœurs et de conventions sociales en oubliant de rappeler que ce modèle diffère peu de celui de l'AKP turc ou de celui des néoconservateurs américains (notamment ceux du *Tea-Party*). L'intuition de Maxime Rodinson sur le développement des apparences conventionnelles de l'islam (vêtement, pratique explicite, etc.) semble bien se confirmer⁷. Le fait que ce mouvement se soit développé dans les professions libérales (médecins, avocats, services) et l'université dans des pays comme la Tunisie ou le Maroc en est un bon exemple⁸. Il faut impérativement le distinguer des salafistes révolutionnaires ou djihadistes qui prônent le renversement de l'État par les armes.

Enfin, il faut aussi mettre en évidence le facteur sociologique de l'essai d'un modèle politique considéré comme local. Les citoyens ont sanc-

tionné intuitivement l'échec de modèles dits importés : l'économie dirigée de type soviétique et le libéralisme économique occidental mal conduits par des régimes autoritaires. Les populations donnent ainsi la prime à la nouveauté. D'une certaine manière, les islamistes triomphent parce que les peuples dont ils sont issus ne les ont pas encore essayés comme gestionnaire de l'État.

Ceci étant posé, la montée de l'islamisme politique s'exprime de façon différente selon les pays en fonction de leurs spécificités nationales et les conditions politico-stratégiques de leurs transitions respectives.

Tunisie : la revanche de l'Ouest

En Tunisie, les travaux des chercheurs ont bien montré que l'islam politique clandestin avait progressé chez les cadres de la bourgeoisie moyenne, mais le raz de marée électoral fut celui d'une classe populaire ouvrière située dans les zones industrielles et minières du centre et de l'ouest du pays. Cette zone géographique qui fut la plus riche sous la colonisation, fut progressivement marginalisée par une classe politique, les « sahéliens », issue de la côte (Tunis, Monastir, Sfax), classe essentiellement compradore et pourvoyeuse de professions libérales dont Bourguiba fut l'archétype. Depuis une trentaine d'années, le pays est donc coupé en deux sur un axe Nord-Sud par une ligne imaginaire mais sociologiquement bien réelle. Ce prolétariat fut longtemps piloté par le principal syndicat tunisien UGTT mais à aucun moment cette organisation ne fut capable – ou l'occasion ne lui fut pas donnée – de prendre à bras-le-corps les revendications populaires. Le départ de l'insurrection depuis Sidi Bouzid – où Mohammed Bouazizi s'immola par le feu – trouve sa logique dans la déshérence économique de cette zone laminée par la crise économique. Face au vide politique laissé par le départ de Ben Ali, les islamistes – qui était le groupe politique le plus structuré de Tunisie malgré la répression de la dictature – cueillirent les espoirs des déshérités pour les transformer en force politique. Leur recette: la promesse d'un avenir meilleur, accompagnée d'un conservatisme sociologique affirmé, marcha à fond. Il faut dire que les adversaires politiques de Ennahda, notamment la jeune bourgeoisie cablée aux nouvelles technologies, par leur incroyable fragmentation, lui offrirent un boulevard pour accéder au pouvoir. Les partis de gauche ou d'extrême gauche, vus un temps comme une alternative aux islamismes furent incapables de capitaliser le vote populaire. Certains d'entre eux s'associèrent même à la constitution du nouveau gouvernement.

La classe moyenne tunisienne « européenne » fut bien à l'origine, par sa maîtrise des moyens modernes de communication (Internet, réseaux sociaux, etc.), de la publicité de la révolution et assurant son succès en la mondialisant. Mais la masse populaire déculturée alla chercher son salut dans l'assurance d'une référence connue – rejoignant en cela les pans de la bourgeoisie qui avait préalablement adhéré à ces valeurs. De ce point de vue on trouve une convergence forte avec la révolution iranienne à ses débuts et avec la révolution égyptienne (dans la structure sociale des Frères musulmans). Aujourd'hui la Tunisie est à la recherche d'une voie médiane entre salafisme et liberté à l'occidentale.

Égypte : l'option Lampedusa

La transition égyptienne diverge de l'expérience tunisienne dans la mesure où une révolution de palais s'est substituée à la révolution. Nous sommes dans ce pays sur un modèle de poupées russes. L'exemple tunisien souleva la jeune classe de la bourgeoisie cairote et fit de la place Tahrir le symbole d'un soulèvement général. Cette insurrection limitée dans son ampleur et ses moyens fut mise à profit par les militaires de haut rang et ceux qui, dans l'élite du pouvoir, n'acceptaient pas la transmission héréditaire du pouvoir. Il n'est même pas sûr que la déposition du raïs fut à l'agenda des putschistes, mais la pression populaire entraîna le renversement du leader, l'arrestation de sa famille et l'exil en Arabie saoudite du général Suleiman, qui fut peut-être un des concepteurs de la manœuvre mais qui, trop associé aux violences policières de la place Tahrir, fut sacrifié par ses pairs.

Par cette opération, le maréchal Tantawi, bien qu'au cœur du pouvoir depuis des dizaines d'années se présenta comme le chef d'une armée vierge du sang du peuple et utilisa le tremplin d'une image, déjà exaltée, pour affirmer l'institution comme la garante et la figure salvatrice de la patrie. Cependant, les hauts dignitaires militaires connaissant la fragilité de leur propre assise populaire se virent dans la nécessité de rechercher une alliance politique forte en se tournant vers la seule organisation disposant d'une véritable assise populaire : les Frères musulmans.

Ironie de l'histoire, les Frères, craignant une énième manipulation du pouvoir pour les éliminer, s'étaient prudemment tenus à l'écart des événements de la place Tahrir. Seuls les plus jeunes et les plus radicaux s'engagèrent dans l'insurrection⁹. La proposition militaire fut donc une divine surprise, pour une direction vieillissante des Frères musulmans qui n'attendait plus grand-chose de l'avenir et surtout pas le grand

soir !

L'arrivée des Frères au pouvoir est donc le fruit d'une solution négociée visant à conserver à l'armée non seulement sa position politique mais aussi ses intérêts économiques considérables¹⁰. Ceci ne veut pas dire qu'elle sera durable comme l'a montré l'épisode de la dissolution de l'Assemblée pour vice de forme par la Haute cour constitutionnelle (décret du 15 juin 2012) et les épisodes qui s'en sont suivis...

Les élections de novembre-décembre 2011 non seulement confirmèrent la prééminence des FM dans la vie politique (80 sièges sur 168) mais firent apparaître la présence d'un mouvement plus radical encore que ce parti largement embourgeoisé, les Salafistes du parti Al-Nour qui obtinrent 33 sièges à la surprise générale. Ce résultat démontrait que l'islam politique tenu sous le fer depuis Nasser, représentait en réalité le cœur de la matrice politique égyptienne¹¹. Cette victoire a été confortée par celle de Mohamed Morzi, représentant des Frères musulmans, à la Présidence de la république (proclamation officielle le 24 juin 2012).

Course-poursuite au Maroc

Le Maroc n'échappa pas à l'instabilité. Les événements sur l'axe Tunis-Le Caire se ressentirent également au Maroc. Des manifestations violentes se déroulèrent dans plusieurs villes du pays (Tanger, Oujda, Casablanca, etc.) Les islamistes de l'organisation Al Adl Wal-Ihsane, de l'éternel opposant au trône Cheick Yassine, se portèrent aux côtés de ces manifestations souvent conduites par des organisations ouvrières et suivies par le cortège des déshérités.

Le pouvoir qui répondit avec un mélange de répression et de souplesse, prit rapidement la mesure du danger. Comme ailleurs, les partis islamistes constituaient la majeure partie de l'opinion publique marocaine. Bien que l'on ne soit pas véritablement capable de mesurer leur poids réel, il est clair que la redistribution royale du pouvoir au fil des élections les avait durablement écartés du pouvoir.

Le Makhzen engagea donc une course contre la montre face à une opposition croissante. Le roi annonça une réforme constitutionnelle visant à faire évoluer le pouvoir royal vers plus de partage avec l'échelon législatif. La rapidité avec laquelle cette réforme fut menée avait pour but d'empêcher l'opposition de s'organiser et de faire accepter les réformes royales dûment ficelées. C'est ce qui fut fait avec le référendum du 1^{er} juillet 2011. Cette réforme constitutionnelle avait pour but de préserver les pouvoirs du palais et la personne du roi tout en ouvrant le jeu

électoral. Bien que fortement boycotté par les organisations politiques et les syndicats, le référendum fut un succès (98 % de oui). La mise en place des nouvelles institutions appelait une nouvelle législature. Les élections du 25 novembre amenèrent au pouvoir le Parti de la justice et du développement (PJD) longtemps tenu sous contrôle étroit – événement qui démontrait une fois de plus l'implantation profonde des mouvements islamistes dans la société arabe. Le leader marocain Abdelilah Benkirane (aujourd'hui chef du gouvernement) se sentait suffisamment fort pour prévenir par avance dans les médias qu'il ne tolérerait pas de perdre les élections...

La victoire annoncée se confirma avec un score de 27,08 %. Le nouveau gouvernement, nommé par le roi le 3 janvier 2012, donne la part belle aux islamistes (y compris le ministère des Affaires étrangères) mais demeure sous contrôle du palais qui conserve les forces armées et de sécurité (avec un ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale), et flanque le ministre des Affaires étrangères d'un ministre délégué dirigé par un super-technicien du ministère, l'ancien secrétaire général dudit ministère puis de l'Union pour la Méditerranée, Youssef Amrani.

Cette situation nouvelle n'éteint pas la menace islamiste radicale au Maroc ni les tensions sociales. D'une part, les salafistes sont en embuscade. Le risque d'actions de l'AQMI reste élevé alors que se font jour d'inquiétants signes d'auto-recrutement tels que l'attentat de Marrakech du 28 avril 2011 l'a démontré. D'autre part, les émeutes récurrentes de la ville de Taza dans le Rif, dont les dernières ont fait plus de 150 blessés – (ignorées des médias occidentaux) – démontrent (même si la ville est traditionnellement irrédentiste) que la crise sociale est toujours là et que les régions les plus défavorisées ne se satisfont pas de réformes qui touchent certes la structure politique du royaume mais pas leur existence journalière précaire. Tout le monde joue gros dans les mois qui vont suivre, mais désormais le Makhzen a mis les islamistes au pied du mur de l'exercice du pouvoir.

Syrie : le dos au mur

Réveillé par les événements des autres pays arabes, le peuple syrien est sorti de sa léthargie et a demandé l'ouverture d'un processus démocratique. Ces demandes qui, satisfaites, auraient pu assurer la pérennité du régime, furent traitées par la violence par un pouvoir baasiste arrimé aux vieilles recettes. Mais, partie de Deera, la révolte gagna les principales villes, tout en se

concentrant sur les cités traditionnellement irrédentistes de Hama et de Homs au centre du pays. L'opposition s'est progressivement structurée autour d'un Conseil syrien de transition, puis d'une armée nationale de libération en croissance, composée de transfuges des armées syriennes officielles. Parallèlement on note également la présence active de milices djihadistes.

Les deux parties en présence se sont installées dans la longue durée. La famille El-Assad et le clan alouite luttent pied-à-pied sachant que désormais aucune issue n'est possible sinon la chute. Ils s'appuient sur un environnement international composé de la Russie et de la Chine (qui protègent la Syrie au Conseil de sécurité des Nations Unies) et de l'Iran qui voit dans l'effondrement alaouite (secte chiite) la préfiguration de l'affaiblissement structurel du Hezbollah au Liban. De leur côté, les opposants sapent le régime par un activisme permanent malgré le nombre de victimes civiles (environ 15 000 à ce jour selon certaines estimations) alors que l'armée libre a engagé la confrontation armée avec les fidèles du régime. L'insurrection est soutenue par l'essentiel de la communauté internationale et, désormais par la Ligue arabe. On voit donc se dessiner difficilement une position de compromis. La victoire est l'objectif pour chacun des deux camps qui se rendent coup pour coup.

Ailleurs : veille et attentes

Les autres pays arabes n'ont pas échappé à la vague de contestation. L'Algérie a connu de très nombreuses manifestations plus ou moins violentes et les immolations par le feu se poursuivent d'un côté à l'autre du pays. Cependant, le savoir-faire algérien en matière de maintien de l'ordre, le modèle très oligarchique du pouvoir (modèle de compétition/association des groupes se partageant le pouvoir¹²) et les immenses réserves de change permettant d'acheter la paix sociale, laissent encore une forte marge de manœuvre au régime – le refus général de revenir à une autre guerre civile joue pour beaucoup dans la retenue populaire.

En Jordanie, qui fut parmi les pays les plus vite secoués par la contestation sociale, le pouvoir a apaisé les forts mécontentements par une vigoureuse politique de subvention des denrées alimentaires et le renforcement du contrôle politique. Cependant la crise politique se poursuit. L'opinion publique demande des réformes politiques et économiques et les Bédouins, piliers du trône, commencent également à faire part de leur mécontentement sur l'état général du royaume. Depuis sa nomination au poste de Premier ministre, le 2 février 2011, en remplacement de

Samir Rifai, limogé par le roi sous la pression de la rue, Maarouf Bakhit tente de former sans succès un gouvernement en l'élargissant aux islamistes¹³. Enjeu stratégique majeur au Proche et Moyen-Orient, États-Unis et Europe sont au chevet de la Jordanie. Toutefois, si la situation est toujours sous contrôle dans ce pays, elle n'est pas bonne du tout.

Globalement, les monarchies du Golfe sont inquiètes de ces mouvements. L'intervention militaire au Bahreïn, engagée par l'Arabie saoudite pour défendre la monarchie sunnite menacée par la contestation de la majorité chiite démontre l'extrême nervosité de Ryad, mais aussi d'Abu Dhabi et de Doha. La succession saoudienne perturbée par la mort du prince-sultan contribue à cet état de tension. Les timides propositions du pouvoir saoudien en matière législative et de droit des femmes témoignent d'un maladroit désir d'ouverture et d'évolution. Or la chute brutale de régimes considérés comme très stables tels que ceux de Ben Ali et Moubarak doit nous apprendre que rien ne garantit une stabilité supérieure aux monarchies du Golfe.

Le risque de somalisation des États déstructurés

Au Yémen et en Libye, la contestation du pouvoir en place a débouché sur de grandes violences pour l'un et la guerre civile pour l'autre. Ces deux crises ont remis en évidence l'importance du fait tribal et local dans les pays déstructurés à l'État défaillant. Cependant, il faut rester prudent sur l'impact du phénomène tribal et ses conséquences. Les médias, désireux d'explications simples, se sont jetés sur la question tribale en Libye. Il faut la lire à la lumière de l'évolution sociologique de ce pays depuis 40 ans et la mettre en perspective avec l'influence grandissante des villes, des confréries, des forces économiques et de l'islam politique.

Ceci étant posé, le problème en Libye n'est pas tant la question tribale que l'absence d'État car la permanence du premier facteur est la conséquence directe de l'autre. Le modèle kadhafien de gouvernement s'est construit au fil des années sur la destruction permanente des institutions et de l'appareil d'État afin de faire de sa personne le pivot de l'organisation politique. Le « Guide » était en fait le médiateur, l'arbitre, entre les forces en présence. Par ailleurs, les Libyens étaient subventionnés et transformés en fonctionnaires alors que la gestion opérationnelle du pays était confiée à la main-d'œuvre étrangère¹⁴.

Aujourd'hui la composition du gouvernement reflète donc à la fois la présence des tribus, mais aussi des villes et des milices combattantes loca-

les. Tout l'enjeu pour la stabilité de la Libye à moyen terme sera la construction d'un État et la remise en service des infrastructures économiques et donc la recréation d'une identité nationale. « La Commission électorale, dix jours après la tenue du scrutin, a officialisé, mardi 17 juillet, la victoire politique des libéraux de l'Alliance des forces nationales (AFN) sur les partis islamistes, lors des premières élections législatives démocratiques organisées en Libye. L'AFN a obtenu 39 sièges, le parti Justice et Construction (PJC) des Frères musulmans, seulement 17, les 24 sièges restants allant à une vingtaine de partis, locaux pour la plupart »¹⁵. L'Alliance des forces nationales est un regroupement d'une quarantaine de partis d', dirigée par Mahmoud Jibril, l'actuel président du conseil exécutif du Conseil national de transition (CNT). On y trouve des représentants des tribus et des villes, grandes ou moyennes. Dans les villes, où le tribalisme s'est affaibli, certains élus représentent d'autres intérêts, par exemple le « bazar », c'est-à-dire les commerçants de Tripoli ou de Benghazi. Cette défaite s'explique aussi parce que les FM libyens sont globalement inconnus en Libye, contrairement à l'Égypte. Ils ont été éradiqués par Khadafi des années durant sans pouvoir se maintenir dans les secteurs sociaux comme l'ont fait les Égyptiens. Ils émergent seulement maintenant et le font avec le soutien de l'étranger, le Qatar ou l'Égypte, ce qui est mal vu par une grande partie des Libyens. Les médias occidentaux ont pu se féliciter de la victoire de cette coalition. Mais l'hétérogénéité profonde qui la caractérise fait qu'une fois de plus la Libye va se retrouver écartelée entre de multiples tensions centrifuges et des objectifs stratégiques différents pour les acteurs au pouvoir.

Au Yémen, la réunification ratée du pays et les forces centrifuges qui le parcourent (Al-Qaïda dans la péninsule arabique, rébellions houittites et zaïdites) ont créé une forte situation d'instabilité. Les mouvements arabes n'épargnèrent pas le Yémen. Le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente-quatre ans et appuyé sur un système néopatrimonial presque parfait, vit sa légitimité contestée par des groupes politiques et des tribus dissidentes. L'affaiblissement de ce pouvoir résilient fut rendu possible par l'émergence de contestations au sein du groupe dominant – tensions déjà connues depuis quelque temps – mais qui se cristallisèrent sous l'effet de la vague de contestation arabe¹⁶. Le propre demi-frère du président Saleh, pièce maîtresse du dispositif militaire, passa officiellement à l'opposition. Là aussi, si les oppositions tribales sont une réalité, elles se conjuguent avec la crise non résolue de la fusion des deux républiques, les irrés-

dentismes locaux et l'action d'Al-Qaïda. À cela, s'ajoute l'influence des acteurs extérieurs proches (l'Arabie saoudite) et lointains (les États-Unis). Ces tensions et actions multiples furent particulièrement sensibles à l'occasion de la blessure du président Saleh lors des émeutes du 3 juin 2011 et de l'attaque du palais. Celui-ci fut évacué et soigné en Arabie saoudite alors que s'organisait la négociation pour sa succession potentielle – (les États-Unis et l'Arabie saoudite n'étant pas d'accord sur le sort futur du président – les Saoudiens ayant gros à perdre dans l'affaire souhaitant son maintien, alors que les États-Unis voulaient un homme neuf à la tête du pays). Le président rentré à Sanaa, les violences continuèrent. Saleh, à la suite d'un accord saoudo-américain, a quitté le pouvoir pour « raisons médicales » pour les États-Unis et avec la garantie de son immunité. Désormais, c'est la nature et la structure du nouveau pouvoir qui reste à déterminer dans un pays en crise majeure, sociale, politique et économique.

L'évolution de la situation politique de ces deux pays interpelle sur la résilience des États à structure faible. Trois scénarios sont envisageables :

- la reconstruction d'un État sur les ruines du modèle néopatrimonial ;
- le modèle irakien qui conjugue la fiction d'un État national fédéral et la « dérive des continents » des groupes religieux, politiques ou ethniques exerçant une autonomie renforcée de fait ;
- la somalisation ou balkanisation ; c'est-à-dire la disparition de l'État central au profit de groupes locaux ou régionaux en conflits les uns avec les autres et en situation d'indépendance de fait.

La redistribution du pouvoir arabe : Iran, Qatar et Arabie saoudite à la manœuvre

Les mouvements arabes de l'année 2011 ont également entraîné une redistribution des cartes stratégiques de la région. D'une part, la disparition de Kadhafi ouvre l'espace sahélien à d'autres influences et notamment celles d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui fédère un projet politique (l'islamisme radical djihadiste), les mécontentements locaux (irrédentisme Touareg) et une dimension économique (l'enrichissement économique criminel). L'AQMI, avec les transferts d'armes considérables qui se sont opérés depuis la Libye et les mercenaires au chômage, devient une des problématiques principales de la déstabilisation de l'espace saharo-sahélien. Cette zone peut devenir le nouveau front post-Afghanistan.

Par ailleurs, la chute de Moubarak a brouillé le jeu de la puissance au Proche et au Moyen-Orient. Depuis son installation à la tête de l'État égyptien après l'assassinat d'Anouar El-Sadate, Moubarak s'était installé comme le pivot de la stabilité de cette zone ultra-sensible. Il avait trouvé un équilibre avec Israël, avait réintroduit l'Égypte dans le jeu arabe après des années d'ostracisme liées à la conclusion de la paix avec Israël. Il était courtisé et soutenu par les Américains et, à leur niveau par les Français (ayant noué une relation particulière avec chaque président). Avec l'affaiblissement de Saddam Hussein puis sa chute, il représentait la puissance arabe face à un Iran qui le détestait.

Au fil des années, Moubarak était devenu une sorte de sage et de médiateur qui assurait la fluidité entre les pays arabes entre eux et dans les relations complexes avec Israël. Son renversement brutal et son procès infamant, la période d'instabilité que vit l'Égypte aujourd'hui malgré le succès des Frères musulmans laisse le monde arabe sans véritable leader.

La main passe dans le Golfe

Les relations internationales ont horreur du vide ; la place de l'Égypte est à prendre. Après une période de flottement, le Qatar, l'Arabie saoudite et l'Iran sont à la manœuvre.

Petit par sa taille mais grand par ses ressources, le Qatar s'est engagé dans les révoltes arabes. Il est présent en Tunisie où il soutiendrait Ennahda. Il est actif en Libye où il appuie certains des groupes désormais au pouvoir et s'associa à la coalition onusienne qui fit la différence dans la bataille pour chasser le dictateur. Il est aussi engagé dans la révolte syrienne menant le combat diplomatique pour le départ des Al-Assad avec l'Arabie saoudite. Ce dernier pays n'est pas en reste. La rébellion des chiïtes de Bahreïn fut le déclencheur d'une réponse « réactionnaire » quand les troupes saoudiennes franchirent le pont entre les deux pays pour venir en aide au pouvoir sunnite barheïni menacé par sa majorité chiïte sous contrôle depuis des dizaines d'années. Ces deux pays très sensibles à des sources de déstabilisation ont désormais compris que les mouvements arabes doivent être orientés et que le danger réside dans le groupe politique qui prend le pouvoir en dernier ressort. Cette analyse s'est d'autant plus imposée que l'Iran, après un début plus que réservé vis-à-vis de ces mouvements¹⁷, voyait l'intérêt stratégique de les soutenir (sauf en Syrie !). La chute de l'ennemi honni, Moubarak, étant pour Téhéran la divine surprise espérée depuis des années. L'Iran joue donc une double partition dans ce « moment

arabe ». D'une part, il soutient les mouvements visant à briser les pouvoirs traditionnels sunnites ; et d'autre part il appuie de tout son poids l'allié syrien car – au-delà de la nature chiite des Alaouites – sa perte signifierait l'affaiblissement majeur de sa position au Proche et Moyen-Orient et une menace directe sur la sécurité du Hezbollah dont la Syrie assurait la base arrière et l'approvisionnement.

Qatar et Arabie saoudite ont donc piloté la réponse politique de la Ligue arabe dans l'affaire syrienne et mis en avant le nécessaire départ de Bachar Al-Assad. Ces deux pays sont désormais voués aux gémonies par le pouvoir syrien. La position de l'Arabie saoudite n'est cependant pas très éloignée de la position iranienne. Le pouvoir très conservateur voit dans les mouvements arabes un risque pour sa propre stabilité dans une période de transition monarchique rendue complexe par la mort du dauphin, le prince-sultan et l'arrivée du prince Nayef dans l'ordre de succession - ce dernier, considéré comme conservateur, a joué un rôle important dans l'envoi des troupes saoudiennes à Bahreïn¹⁸. La position de l'Arabie saoudite diffère de celle du Qatar. Ce dernier pays est engagé dans tous les mouvements de révolte – tout en soulevant des mouvements de rejet de la part de pans de l'opinion publique ou de groupes politiques qui voient son implication dans la politique interne trop forte. Les relations viennent ainsi de se tendre fortement avec la Mauritanie, mais également avec certains pans du nouveau pouvoir libyen¹⁹.

L'émergence de la communauté arabe d'Europe en tant qu'acteur de la politique étrangère nationale

La communauté arabe d'Europe a longtemps compté pour rien dans le jeu politique européen et national sauf d'épouvantail en termes d'insécurité et terrorisme, surtout après le 11 septembre 2001. Le lent cheminement que les communautés empruntent pour exister en tant que réalité sociale dans les différents pays européens se poursuit dans leur temporalité propre. Cependant, le « printemps arabe » et le cortège de violences qui l'a accompagné et continue de l'accompagner, ont réveillé la conscience des communautés intra-européennes.

Évidemment, la situation varie selon les pays. En France, les Tunisiens représenteraient 234 669 personnes, les Algériens 713 334 et les Marocains seraient 653 826²⁰. En Grande Bretagne, les statistiques sont différentes : les Irakiens 700 000 à 800 000²¹ ; les Saoudiens, 7 900²² ; les Algériens, 20 à 25 000²³ ; les Égyptiens, 22 à

50 000. En Italie, à titre d'exemple, on ne compte que 90 000 Égyptiens à ajouter aux 300 000 Marocains, Libyens et Tunisiens²⁴.

La sensibilité de la communauté tunisienne aux événements dans le pays fut extrêmement forte. De nombreux réfugiés politiques demeuraient en France et nombreux étaient ceux qui craignaient pour leur famille outre Méditerranée. Mais la haine contre le dictateur était considérable. Les jeunes managers souvent binationaux travaillant en France s'engagèrent dans la défense de leur peuple. Certains se retrouvèrent ministres dans le gouvernement de transition. Globalement, la communauté tunisienne ne comprit pas l'attitude silencieuse, voire critique du gouvernement français dans cet événement qui les touchait au plus profond. Le pire fut atteint avec l'arrivée des bateaux de réfugiés en Europe *via* l'île italienne de Lampedusa (environ 20 000) dont nombreux souhaitaient rejoindre leur famille en France. Mais les autorités inquiètes d'une arrivée massive bloquèrent l'entrée des réfugiés. Cette situation ouvrit une crise grave avec l'Italie qui avait hypocritement décidé d'ouvrir les portes avec le secret espoir de voir cette population se contenter de traverser le territoire italien pour se précipiter en France.

La position française, après la révolution, fut considérée comme inacceptable, à la fois par le gouvernement tunisien de transition et l'opinion publique tunisienne d'un côté à l'autre de la Méditerranée. Des manifestations et une très forte activité des blogs Internet se développèrent contre le gouvernement français.

En Europe, côté marocain, la communauté émigrée a suivi activement le processus de réforme et la proposition d'une nouvelle constitution. Comme en Tunisie, la communauté marocaine fut très inquiète des premières émeutes mais la capacité talentueuse de contrôle du Mahzen réorienta la communauté marocaine à l'étranger (les Marocains résidant à l'étranger – MRE) vers la réforme constitutionnelle. Le référendum du 1^{er} juillet 2011, avec ses 98 % de oui, s'imposa comme une grande victoire du Palais²⁵.

Malgré ses hésitations et ses doutes, lentement mais sûrement, la communauté arabe d'Europe prend ses marques. Sans vouloir défendre une quelconque forme de communautarisme (notamment) en France, elle peut s'imposer comme un acteur politique dans les débats nationaux dans les relations avec la rive Sud de la Méditerranée et le Proche-Orient comme le montre l'activisme de la communauté syrienne en France.

Conclusion : Ce n'est qu'un début...

Cette vague de transformation – (on préférera peut-être ce terme à révolution) – dans le monde arabe n'en est vraisemblablement qu'à ses débuts. Elle est erratique, sinusoïdale et polymorphe, comme tous les grands mouvements politico-sociaux stratégiques mais elle ne s'arrêtera pas. Elle induit un certain nombre de conséquences qu'il s'agit désormais de formuler comme hypothèses de travail :

S'agit-il de la « quatrième vague » de démocratisation ?

Le professeur Samuel Huntington a été mondialement connu pour avoir décrit « le choc des civilisations », mais il a proposé dans *The Third Wave* (la troisième vague) le concept de « vagues démocratiques ». Il y a, selon lui, dans l'histoire, des vagues démocratiques qui émergent dans des conditions politiques données et qui s'installent. La première avait débuté aux États-Unis au XIX^e siècle et s'était arrêtée aux années trente avec l'émergence des régimes autoritaires et des dictatures fascisantes et puis celles des années de l'après-décolonisation ; celles d'Espagne, du Portugal et de Grèce ; puis celles des années quatre-vingt-dix avec bien entendu l'Europe centrale et orientale²⁶. Sommes-nous aujourd'hui sur la quatrième ou la cinquième vague ? C'est une question que les spécialistes des relations internationales devront trancher. Il est clair que la Tunisie a engagé cette dernière vague. Et de ce point de vue et bien au-delà du cas tunisien en tant que tel, ce qui s'est passé à Tunis ouvre une nouvelle vague de démocratie. C'est-à-dire le fait que le peuple se saisisse du pouvoir politique. La transformation des mouvements arabes en un modèle occidental devra être cependant pesée avec une grande prudence.

Le peuple contre la démocratie : vers une demande pour un nouvel autoritarisme ?

Dans un livre éclairant des années quatre-vingt-dix, Guy Hermet s'interrogeait sur le fait que les peuples pouvaient démocratiquement demander l'exercice de la dictature (le modèle hitlérien étant de ce point de vue un archétype)²⁷. Ainsi la question est de savoir si les transformations du monde arabe peuvent déboucher sur une autre forme d'autoritarisme qui ne serait plus celui des dictatures unipersonnelles du passé mais des modèles oligarchiques de type iranien par exemple (modèle mixte démocratico-autoritaire) ?

La fin du modèle de stabilité autoritaire entraîne-t-elle la fin du modèle néopatrimonial ?

Les derniers feux des dictateurs locaux avaient fait évoluer le modèle néopatrimonial vers le modèle kleptocratique pur ; c'est-à-dire la captation des ressources de l'État et du peuple par un groupe, une coterie familiale ou mafieuse. Doit-on considérer que ce modèle a définitivement vécu et que le modèle de gouvernance qui se met en place (même s'il devenait autoritaire ou semi-autoritaire) sortirait du modèle néopatrimonial ? On peut l'espérer sans pouvoir le garantir.

Les armées vont-elles revenir en politique ?

Les situations d'instabilités que produisent les transformations du monde arabe peuvent-elles entraîner un retour des armées en politique ? Depuis des dizaines d'années, elles ont été mises sous contrôle du pouvoir civil ou verrouillées par la superposition de services de sécurité surpuissants ou associées au pouvoir et donc « conservatisées » (Égypte, Algérie). La réémergence de l'armée n'est donc possible qu'en raison d'une situation de chaos qui viendrait à faire appel à la force la plus structurée pour rétablir l'ordre. L'apparition à terme d'un modèle de militaire-islamiste sur le modèle pakistanais du général Zia Ul-Aqah n'est pas à négliger mais on penchera plus pour un modèle oligarchique à l'iranienne si cette hypothèse venait à se dessiner. La réalité la plus probable est que les gouvernements islamistes vont essayer d'appliquer le modèle turc de « dékémalisation » et de mettre en place un modèle de subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil tant par les réformes de structures que par les nominations. L'Égypte, de ce point de vue, sera le test à l'acide de toutes ces évolutions.

L'islamisme politique au pouvoir entraîne-t-il moins de nationalisme ?

Parmi les fantasmes occidentaux relatifs à l'islam politique, demeure l'idée d'une « sainte » alliance de tous les mouvements islamistes dans un mouvement mondial qui menacerait l'Occident. La réalité est tout autre. S'il y a bien un discours universaliste propre à l'islam (déjà utilisé par les régimes antérieurs : les « pays frères », etc.) le nationalisme (et même un nationalisme exacerbé) aura été la marque des divers soulèvements. On pourra donc considérer que les transformations politiques continueront de cristalliser davantage de nationalisme – au risque, d'ailleurs, de conduire à des situations dangereuses. Qui plus est, parmi les éléments de légitimation

des partis politiques islamiques arrivant au pouvoir, le nationalisme est réaffirmé comme vertu primordiale – pour répondre par avance aux accusations de salafisme universaliste que ne manquent pas d'utiliser leurs détracteurs.

C'est donc des pays arabes plus recentrés sur leur identité qui sont en train d'émerger de ces mouvements de transformation. Ce recentrage, qui emporte aussi la critique de régimes passés considérés comme trop inféodés à l'Occident, aura également un effet sur les relations avec Israël, grand perdant de cette évolution²⁸. L'État

hébreu avait trouvé dans les régimes autoritaires et conservateurs arabes des alliés objectifs. D'une part, ils maintenaient un *statu quo* utile à leur propre stabilité (y compris pour le régime syrien). D'autre part, la situation de « paix armée » ou de guerre virtuelle autorisait le maintien d'états d'urgence ou d'état de guerre facilitant la perduration de lois d'exception. Pour finir, un autre élément change les données géopolitiques en Méditerranée. Désormais, Israël se retrouve totalement (et durablement ?) isolé au sein de la région arabo-musulmane. ♦

*Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.*

Jean-François Daguzan
jf.daguzan@frstrategie.org

Notes

* Jean-François Daguzan est directeur de la revue *Maghreb-Machrek*.

1. Une première version de cet article est parue dans le numéro 210 - hiver 2011-2012 - de la revue *Maghreb-Machrek* sous le titre : « L'hiver après le printemps ? La transformation arabe à l'aune des processus politico-militaires ».

2. Substantif générique arabe, qui désigne le président ou le chef d'État. Pour des raisons qui nous échappent ou l'effet d'une bonne communication, les médias occidentaux attribuèrent exclusivement cet attribut à Moubarak alors que tous ses collègues y avaient droit !

3. Alliance politico-militaire éphémère conclue en 1955 par les États-Unis, à l'imitation de celle de l'OTAN, avec la Turquie, l'Irak, le Pakistan et le Royaume-Uni qui contrôle le Golfe persique *via* les Emirats et visant à contrôler la pression de l'Union soviétique sur le Sud/Sud-Est.

4. J.-F. Daguzan, « Partir sans Partir : quelle politique américaine des États-Unis à l'égard de l'Irak ? » in Walter Posch (ed.), *Looking into Irak, Chaillot Paper n° 79*, juillet 2005, pp. 73-86.

5. Voir notamment O. Carré, *Le nationalisme arabe*, Petite bibliothèque Payot, Paris, 3^e éd., 2004.

6. A. Gresh, qui cite Ghassan Salamé, « Le credo des nantis », *Le Monde Diplomatique – Manière de voir*, n° 24, novembre 1994, p. 97.

7. *L'islam, politique et croyance*, Paris, Fayard, 1993.

8. Voir les différents travaux d'E. Gobe dans *l'Année du Maghreb* depuis 2003.

9. J.-P. Filiu, *La Révolution arabe, dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Fayard, Paris, 2011, pp. 144-147.

10. Voir notamment T. Aklimandos, « Pourquoi la révolution égyptienne a-t-elle eu lieu ? », 27 juillet 2011, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Pourquoi-la-revolution-egyptienne.htm>, et P. Droz-Vincent, "Is Military Rule in Egypt Really Temporary?", *The Daily Star Lebanon*, 14 novembre 2011, <http://carnegieendowment.org/2011/11/10/is-military-rule-in-egypt-really-temporary/71eg>

11. Voir entre autres G. Martin Muñoz, *El Estado Árabe. Crisis de legitimidad y contestación islamista*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 1999 ; et notamment F. Burgat, « Les attentes du monde arabe à l'égard de l'Union européenne : l'espérance déçue d'une alternative aux États-Unis ? », <http://www.europarl.europa.eu/activities/expert/eStudies/download.do?file=13479#search=%20Burgat%20>

12. Voir notamment I. Werenfels, *Managing instability in Algeria, Elites and political change since 1995*, Routledge, London & New York, 2007.

13. J. Saleh, 3 février 2012, http://www.econostrum.info/La-crise-politique-se-poursuit-en-Jordanie_a4563.html

14. J.-F. Daguzan, J.-Y. Moisseron, « La Libye après Kadhafi : essai de prospective géopolitique du conflit libyen », *Hérodote, Géopolitique du Sahara*, n° 142, 2011.

15. http://www.leral.net/Libye-deroute-electorale-du-parti-des-Freres-musulmans_a47759.html

16. S. Philips, *Yemen and the Politics of Permanent Crisis*, IISS, London, 2011.

17. En 2011, l'Iran avait connu de très importantes manifestations et émeutes très brutalement réprimées. Le gouvernement iranien craignait une contagion et un retour de la déstabilisation mais la répression semble avoir porté ses fruits. Les jeunes iraniens ne sont pas sortis de chez eux.

18. A. Rotivel, « Succession sans surprise en Arabie saoudite », *La Croix*, 23 octobre 2011, http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Succession-sans-surprise-en-Arabie-saoudite_EP_-2011-10-23-726661

19. *Le rôle trouble du Qatar en Libye*, <http://surlefront.blogs.nouvelobs.com/>

20. Répartition des immigrés par pays de naissance 2008, Insee, octobre 2011.

21. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1210510.pdf>

22. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1203741.pdf>

23. *The Algerian Muslim Community in England: Understanding Muslim Ethnic Communities*, avril 2009, <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1202966.pdf>

24. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1203752.pdf>, p. 6.

25. *The Algerian Muslim Community in England: Understanding Muslim Ethnic Communities*, avril 2009, <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1202966.pdf>

26. *The Third Wave, Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, 1992, 366 p.

27. *Le peuple contre la démocratie*, Fayard, Paris, 1989, 310 p.

28. L'Assemblée populaire égyptienne (Chambre basse du Parlement) a appelé d'un commun accord à l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël au Caire en raison de la poursuite des raids aériens de l'Etat hébreu sur la bande de Gaza, rapporté lundi les médias officiels. Dans un communiqué publié par la Commission parlementaire des affaires arabes, les députés ont également réclamé le rappel de l'ambassadeur égyptien en Israël. Les législateurs ont par ailleurs demandé au gouvernement de cesser immédiatement les exportations de gaz vers Israël.

<http://www.maghrebemergent.com/actualite/filmaghreb/9899-egypte-le-parlement-appelle-a-lexpulsion-de-lambassadeur-disrael-au-caire.html>;

A Tunis la présidence de la république vient de réutiliser le terme abandonné depuis des années « d'entité sioniste » pour qualifier l'Etat d'Israël ce qui correspond à un refus de son existence souveraine. « le porte-parole de la Présidence tunisienne dénonce "la nature hostile de l'entité sioniste" <http://www.jawharafm.net/news/16266--marzouki-denonce-qla-nature-hostile-de-lentite-sionisteq.html>.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :